

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 19 novembre 2020

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Derkaoui, M. Bedreddine, Mme Grosbois, M. Constant, Mme Valls, M. Sadi, Mme Abomangoli, M. Molossi, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Thibault, M. Hanotin, M. Bluteau, M. Grandin, Mme Coppi, M. Hervé, Mme Valleton, Mme Lagarde, M. Prudhomme, Mme Saïd-Anzum

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme Labbé donnant pouvoir à M. Bedreddine
Mme Laroche donnant pouvoir à Mme Saïd-Anzum

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Taïbi, Mme Cerrigone, M. Monany, Mme Maroun, M. Chevreau



Délibération n° 09-04 du 19 novembre 2020

CONVENTION TYPE RELATIVE AU PAIEMENT EN PRIX DE JOURNÉE GLOBALISÉ DES NOUVEAUX DISPOSITIFS D'ACCUEIL D'URGENCE TARIFÉS PAR LE SERVICE DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE.

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'action sociale et des familles,

Vu la délibération du conseil départemental n° 2015-IV-15 du 2 avril 2015 lui donnant délégation,

Vu le schéma de prévention et de protection de l'enfance 2018-2022,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- APPROUVE l'extension de la convention type de paiement en prix de journée globalisé, jointe en annexe, aux dispositifs d'accueil d'urgence ouverts conformément aux préconisations du schéma départemental de prévention et de protection de l'enfance 2018-2022 ;



- CHARGE M. le président du conseil départemental de signer les conventions établies sur la base de cette convention type, au nom et pour le compte du Département.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.